



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service eau environnement biodiversité
Unité cadre de vie et biodiversité

Ref : SEEB/UCVB – JD/CS - 2022-124
Affaire suivie par : Julien DUGUÉ
Tél : 02 41 86 66 40
julien.dugue@maine-et-loire.gouv.fr

le directeur départemental des territoires

à

Préfecture des Deux Sèvres
Pôle Environnement
4 rue du Guesclin
BP 70000
79099 NIORT cedex 09

Angers, le 13 juillet 2022

Objet : Installations Classées – autorisation environnementale unique –
Dossier complémentaire

Société UNITRI - création d'un centre de tri sur les communes de La Tessoualle (49) et de
Loublande, commune associée de Mauléon en Deux-Sèvres (79)

Par mail en date du 28 juin 2022, vous sollicitez mon avis sur les compléments apportés au dossier de demande d'autorisation environnementale unique relatif au projet de la Société UNITRI concernant la création d'un centre de tri sur les communes de La Tessoualle en Maine-et-Loire (49) et de Loublande, commune associée de Mauléon en Deux-Sèvres (79)

Les compléments font suite à notre avis initial du 25 avril 2022.

Présentation du projet :

Le projet est l'installation d'un centre de tri sur les communes de La Tessoualle (49) et de Mauléon (79), à la frontière entre le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres. Le projet de centre de tri inter-régional est porté par la Société Publique Locale (SPL) UNITRI. Cette dernière projette de mettre en place un centre de tri inter-régional de déchets recyclables, proche du barycentre du territoire de la SPL Unitri, défini à St Pierre-des- Echaubrognes (79).

Le projet est dimensionné pour desservir 1 million d'habitants des Deux-Sèvres, la Vienne, la Vendée, le Maine-et-Loire et la Loire-Atlantique pour un volume de 48 000 tonnes de déchets recyclables par an. Il est prévu des locaux techniques et administratifs, deux halls de stockage, un hall de tri pour une surface d'environ 12 290m².

Ce projet inter-départemental et interrégional est situé en majorité (surface et impacts) sur le département 79, les mesures compensatoires aux destructions de zones humides côté 79 seront positionnées en 49.

Pour ce faire, une mise en compatibilité du PLU de la Tessoualle par une déclaration de projet est actuellement en cours de réalisation. Le zonage sera modifié avec la création d'un secteur « 1AUet » « spécialisé pour l'accueil d'un centre de tri des déchets recyclables ».

Cette contribution intervient suite à une revalorisation qualitative du dossier de demande d'autorisation environnementale unique relatif au projet de la Société UNITRI concernant la création du centre de tri sur les communes de La Tessoualle en Maine-et-Loire (49) et de Loublande, commune associée de Mauléon en Deux-Sèvres (79).

Régularité du dossier et propositions pour l'instruction

➤ Urbanisme

Prise en compte des plans et programmes :

SCOT de l'Agglomération du Choletais (approuvé le 17 février 2020) :

Il prévoit de « favoriser un développement économe du territoire en ressources et en énergie ». A l'appui de cette volonté, le SCOT souhaite « organiser durablement la gestion des déchets » et prévoit notamment la création du « centre de tri inter-départemental à la Croisée (Loublande-La Tessoualle).

Il est à noter que le SCOT du Choletais prévoit également de « porter une attention particulière à l'aménagement des zones d'activités situées en bordure des grands axes routiers (A87 et RN249) en veillant au traitement architectural des façades et du premier plan visuel » et « d'intégrer un volet paysager au travers d'OAP qui s'attachera à améliorer la perception paysagère des espaces d'activités depuis les axes de circulation ».

PLU de la Tessoualle :

Le projet est situé en zone d'urbanisation future (2AUy) du plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur de la commune de la Tessoualle, approuvé le 25 février 2013. En l'état ce zonage ne permet pas la réalisation du projet.

Il est prévu la création d'un secteur 1AUet (1,65ha), la protection d'un linéaire de haies protégées et une surface de zones humides protégées supplémentaires, avec une OAP identifiant les zones humides à protéger et valoriser à des fins pédagogiques au sein de la zone 1AUet.

La mise en compatibilité du PLU prévoit d'adapter le PADD, de créer un règlement écrit et graphique, zone 1AUet, ainsi qu'une Orientation d'Aménagement et de Programmation adaptés à la réalisation d'un centre de tri des déchets recyclables.

Le PADD est complété par l'intégration du centre de tri dans son axe 3 « Développer les équipements et soutenir la vie associative ».

Les zones humides identifiées ou compensatoires sur le secteur 1AUet seront identifiées en application de l'article L151-23 (ex L 123-1-5 III 2°) du Code de l'urbanisme, soumettant à déclaration préalable tout projet portant atteinte à ces zones. Pour autant, le règlement proposé (page 183 et 197 de l'étude d'impact) ne prévoit pas les conditions précises permettant d'assurer leur préservation, et ce de manière à permettre une préservation pérenne des secteurs considérés. Ainsi les zones humides identifiées devront figurer au règlement graphique (au même titre que d'autres zones humides de la commune de la Tessoualle) et le règlement de la zone 1AUet devra préciser que dans les zones humides figu-

rant aux documents graphiques sont admis sous condition les affouillements et exhaussements sous réserve de permettre l'amélioration des fonctionnalités des zones ou la valorisation pédagogique.

Les enjeux paysagers sont considérés dans les documents transmis et les éléments de réponses sont apportés quant à l'insertion du bâtiment par rapport à la RN 249.

Concernant l'évolution des documents d'urbanisme, le dossier administratif (DDAE) traite ce point en stipulant « qu'une procédure de mise en compatibilité des PLU/PLUi est donc en cours et se déroule en parallèle du dépôt de la présente demande d'autorisation environnementale » et que « la faisabilité du projet nécessite de modifier le PADD, le zonage, d'adapter le règlement et de mettre en place une OAP sur les parcelles concernées ». Cependant, il est souhaitable de communiquer la prise en compte des aspects environnementaux, paysagers dans les documents de planification d'urbanisme (OAP, PADD et règlement) en parallèle de ce dossier afin de s'assurer de la concordance et la cohérence des éléments.

➤ **Biodiversité**

Le dossier a été complété par une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées. Les CERFAs 13614*01 pour la destruction de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées et 13 616*01 pour la destruction de spécimens d'espèces animales protégés sont remplis, datés et signés.

➤ **Loi sur l'eau**

- Au niveau des eaux pluviales :

Le projet n'appelle pas de remarque particulière.

- Au niveau des milieux aquatiques :

Des avis ont été rendus en amont sur ce projet qui n'appelle pas de remarque particulière.

Conclusion :

Compte tenu des observations précédentes, sous réserve que les évolutions des documents d'urbanisme assurent bien une protection des mesures ERC, on peut considérer le dossier comme satisfaisant.

Pour le directeur départemental
des territoires
Le chef du service eau,
environnement et biodiversité


Julien DUGUÉ